



INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION



Décembre 2022 N° 018

INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET
PROFESSIONNEL

CENTRE DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION

**REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION**

Directeur de Publication : Dr BERTE Zakaria, IPNETP
Secrétaire de Publication : Dr KONE Koko Siaka, IPNETP
Directeur Scientifique : Pr Kanvally FADIGA, ENS

Membres du comité scientifique

Pr BAHA Bi YOUZAN D. : Université de Cocody Abidjan
Pr KOUADIO Béné Marcel : Université de Cocody Abidjan
Pr SANGARE Moustapha Karam..... : INPHB, Yamoussoukro
Pr GBONGUE Jean-Baptiste : IPNETP, Abidjan
Pr BERTE Zakaria : IPNETP, Abidjan

Comité de lecture

Dr KONE Koko Siaka..... : IPNETP, Abidjan
Dr TRAORE Sibiri..... : IPNETP, Abidjan
Dr KOUAME Adjo Sébastienne : IPNETP, Abidjan
Dr BENIE Aloh Jean Martial Hillarion,..... : IPNETP, Abidjan
Dr KONE Foussény : IPNETP, Abidjan
Dr AHON Gnamien Marcel : IPNETP, Abidjan
Dr ZOKOU Gbomené Hervé : IPNETP, Abidjan

TABLE DES MATIERES

I – Editorial	
Zakaria BERTE.....	7
II - Point de vue des stagiaires et des encadreurs à propos de la supervision pédagogique dans les écoles techniques et professionnelles en Côte d'Ivoire	
N'Dri Bernard Aimé OUFFOUE, KAKOU Oi Kakou Noël <i>Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Département des sciences de l'éducation, Abidjan, Côte d'Ivoire</i>	9
III - Problématique de la gouvernance locale en éducation : cas du Comité de Gestion des Etablissements Scolaires (COGES) du Lycée Moderne de Bingerville	
FRANCI Alain Claude Gerard ¹ , <i>Université Péléforo Gon Coulibaly, Korhogo, Côte d'Ivoire</i> NIAMKE Jean Louis ² , <i>Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire</i>	41
IV - L'accès au sens en classe de langue étrangère : penser la relation pédagogique dans une perspective didactique	
Issiaka DOUMBIA <i>Université Péléforo Gon Coulibaly, Korhogo, Côte d'Ivoire</i>	67
V - Jonction vie professionnelle-vie familiale des parents et éducation des enfants de 0 à 12 ans à Abidjan (Côte d'ivoire)	
N'CHOT Apo Julie, TRA Fulbert, DAH Ini Lydie, <i>Département de sociologie, Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS), Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire</i>	85

¹ Assistant de Sociologie.

² Maître de Conférences de Sociologie.

VI - L'approche organisationnelle du bien-être au travail et comportement absentéiste des salariés : cas des salariés des entreprises privées en Côte d'Ivoire

Oblou Romain BOLLE, *Ecole Supérieure Africaine des TIC (ESATIC)*
Côte d'Ivoire

Kouacou Bla Yolande KOFFI, *Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP)*

Abidjan, Côte d'Ivoire 121

VII - Analyse des facteurs déterminants de la fragilisation des efforts de renforcement de la cohésion sociale en Côte d'ivoire : cas des conflits communautaires

TRAORE Sinaly, *Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Abidjan, Côte d'Ivoire*

FOFANA Mamadou, *Université Félix Houphouët-Boigny,*

Abidjan, Côte d'Ivoire 155

VIII - Progrès et révolutions scientifiques chez Gaston Bachelard et chez thomas S. Kuhn

KONAN Yao Abraham, *École Normale Supérieure (ENS), Département des sciences de l'éducation, Abidjan, Côte d'Ivoire* 179

ANALYSE DES FACTEURS DETERMINANTS DE LA FRAGILISATION DES EFFORTS DE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE EN COTE D'IVOIRE : CAS DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES

TRAORÉ Sinaly tmansiadjogoya@gmail.com

Assistant d'Université, Institut Pédagogique National de l'Enseignement
Technique et Professionnel (IPNETP) Côte d'Ivoire

FOFANA Mamadou macefof72@yahoo.fr

Master 2 en Culture de la Paix à la Chaire UNESCO pour la Culture de la Paix
Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire

Résumé

Les conflits violents intra et intercommunautaires sont de plus en plus récurrents en Côte d'Ivoire depuis près de trois décennies. Cette éclosion a eu pour espace les différentes crises sociopolitiques et économiques vécues par le pays. Pour annihiler ce fléau qui fragilise la cohésion sociale, le gouvernement a pris des initiatives aux niveaux légal, institutionnel et opérationnel. La présente étude vise à analyser les facteurs déterminants de cette fragilisation du tissu social à travers les conflits communautaires. L'analyse des données collectées en 2020 et 2021 à travers le mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS repose sur une approche plurielle des facteurs de conflictualité proposée par Luntumbué (2014). L'analyse révèle que les facteurs les plus déterminants qui peuvent constituer des leviers pour les autorités de décision dans la recherche de solutions, sont l'accès et le contrôle du foncier et du pouvoir d'État.

Mots clés : Conflits communautaires, Foncier, Violences politiques,
Cohésion sociale, Côte d'Ivoire.

Abstracts

Violent intra- and inter-community conflicts have been increasingly recurrent in Côte d'Ivoire for nearly three decades. This outbreak took place in the various socio-political and economic crises experienced by the country. To annihilate this scourge which weakens social cohesion, the government has taken initiatives at the legal, institutional and operational levels. This study aims to analyze the determining factors of this weakening of the social fabric through community conflicts. The analysis of data collected in 2020 and 2021 through the OSCS early warning mechanism is based on a plural approach to conflict factors proposed by Luntumbué (2014). The analysis reveals that the most determining factors that can constitute levers for decision-making authorities in the search for solutions are access to and control of land and state power.

Keywords : Community conflicts, Land, Political violence, Social cohesion, Ivory Coast

INTRODUCTION

Longtemps reconnue pour sa stabilité sociale, politique et économique, la Côte d'Ivoire a fait face à partir de 1990 à de nombreuses crises induites par différents facteurs. Les plus connues sont le coup d'État du 24 décembre 1999, celui manqué du 19 septembre 2002 et la crise liée à l'élection du Président de la République de 2010. Ces différentes crises ont durement entamé son développement économique et accentué les tensions sociales. Cet environnement, qui a fait le lit des clivages sociaux, a rendu les relations intercommunautaires et interethniques distendues, mettant sérieusement à mal la cohésion sociale. Les relations sociales entre les communautés se sont profondément du coup délitées surtout à partir de la

crise militaro-politique de 2002, lorsque la peur et la méfiance qui animaient les habitants ont contribué à la rupture totale des rapports sociaux (Kouassi et N'Drin, 2016).

Aussi, cette période a été marquée par des pressions sur les ressources naturelles, surtout la terre dont l'accès et l'exploitation ont entraîné des tensions communautaires dans plusieurs régions du pays. À l'Ouest, particulièrement dans la région du Guémon, ces pressions ont induit « *une forte crispation des rapports de cohabitation communautaire, exacerbée par endroits par les tensions d'appropriation foncière, la criminalité et la transposition sur le terrain communautaire de la violence politique* » (OSCS³, 2016 ; Kra, 2016). En septembre 2017, une crise initialement foncière s'est muée en affrontement intercommunautaire entre autochtones Guéré et allochtones Baoulé aussi bien à l'intérieur de la forêt classée du Goin Débé que dans certains villages des sous-préfectures de *Kaadé* et de *Zéaglo* respectivement dans les départements de Guiglo et de Bloléquin.

Prenant opportunité du caractère parfois très violent de plusieurs conflits communautaires⁴, le gouvernement ivoirien a organisé en avril 2016, un séminaire interministériel en vue d'analyser en profondeur les conflits communautaires et de proposer des solutions durables au maintien de la paix, la stabilité et la cohésion sociale. Ce séminaire devait tenir compte de la nature plurielle et multidimensionnelle de la problématique des conflits communautaires dans la mesure où elle englobe aussi bien la question de la transhumance et du transport des bétails que la cohabitation entre bergers et

³ L'OSCS (Observatoire de la solidarité et de la cohésion sociale) est un Établissement Public National à caractère administratif, créé par Décret n°2008-62 du 28 février 2008 placé sous la tutelle du Ministère en charge de la solidarité. Il est une structure de veille, d'alerte et d'aide à la décision du Gouvernement en matière de solidarité et de cohésion sociale.

⁴ On peut citer entre autres les affrontements de février 2014 à *Sétifla* (Vavoua), de mars 2016 respectivement à Assuéfry et Bouna. Ce dernier conflit très violent qui s'est déroulé précisément les 24 et 25 mars a opposé agriculteurs et éleveurs, a fait officiellement 33 morts, 52 blessés et 2640 déplacés (www.gouv.ci).

agriculteurs. Mais, elle concerne aussi la question plus large de la propriété et la gestion des terres cultivables. En outre, elle touche celle de « *la cohabitation des cultures, des us et coutumes et quelquefois même la dévolution de la chefferie traditionnelle à l'intérieur d'une même composante sociologique* »⁵.

Plus de cinq ans après ce séminaire et près d'une décennie après la fin de la crise postélectorale d'avril 2011, de nombreux indicateurs montrent que la Côte d'Ivoire est engagée dans un processus de stabilisation sociopolitique et de raffermissement du lien social. En la matière, les actions de l'État se situent aux triples niveaux légal, institutionnel et opérationnel. En dépit de toutes ces initiatives, en particulier le dialogue politique visant la participation inclusive des acteurs au processus électoral du 31 octobre 2020, de violentes manifestations parfois muées en conflits intercommunautaires, ont été enregistrées dans plusieurs localités du pays. Du coup, les efforts de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale entrepris par le gouvernement ont été altérés. Ainsi, l'harmonie sociale tant recherchée en tout lieu du territoire national n'a pas été toujours constante jusqu'en 2021, tant de nombreux facteurs ont contribué à fragiliser la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, notamment au cours des années 2020 et 2021.

Quels sont les principaux facteurs déclencheurs de ces conflits communautaires qui ont fragilisé la cohésion sociale en Côte d'Ivoire ? Comment des communautés vivant en harmonie en viennent à s'entre-attaquer violemment ? Autrement, après une décennie d'efforts pour renforcer solidement la cohésion sociale, quels ont été les indicateurs qui ont perturbé l'action gouvernementale ?

⁵ Propos du Premier ministre Charles Konan Banny à la cérémonie d'ouverture du séminaire interministériel (www.gouv.ci).

Cette étude vise à analyser les facteurs déterminants de la fragilisation de la cohésion sociale à travers les conflits communautaires en Côte d'Ivoire. De façon spécifique, il s'agit (i)- d'identifier les différents types de conflits enregistrés entre 2020 et 2021, (ii)- d'identifier les types de conflits qui conduisent généralement à des conflits communautaires et (iii)- d'analyser les principaux leviers sur lesquels le gouvernement doit s'appuyer pour annihiler les conflits communautaires.

1- MÉTHODOLOGIE

1.1- Cadre conceptuel de base

1.1.1- Une approche plurielle du conflit

Depuis plus d'une décennie, la Côte d'Ivoire est confrontée à plusieurs conflits qui menacent les efforts de renforcement de la cohésion sociale et de maintien de la paix entrepris par le gouvernement. Ces conflits se produisent à différents niveaux et constituent un élément essentiel de la transformation sociale.

Dans son acception la plus large, la notion de conflit est entendue comme l'expression d'intérêts opposés entre au moins deux parties. Deux approches font une lecture des conflits qui surgissent sur le continent africain (Luntumbué, 2014) : d'une part, une approche déterministe ou réductrice qui aborde la question sous l'angle de la confrontation à caractère « ethnique » ou des luttes de pouvoir entre dirigeants locaux ; d'autre part, une approche plurielle des facteurs de conflictualité qui mettent l'accent sur la multiplicité des causes et des acteurs. Cette approche, qui permet une mise en perspective dynamique des conflits, les considère comme les produits d'un ensemble de facteurs interdépendants répondant à des logiques structurelles et systémiques. Ainsi, pour comprendre la dynamique des conflits, l'approche plurielle fait une analyse des « systèmes de conflit » entendus comme un

ensemble de conflits, de causes, de formes et de territorialités distinctes. Mais, cet ensemble finit par s'articuler et s'alimenter sous l'effet de la proximité de ses composantes, de leurs évolutions ou des alliances tissées par des acteurs divers dont les intérêts convergent (Evans, 2006 ; Luntumbué, 2012).

Ces conflits en Afrique sont « *d'avantage susceptibles de se produire, lorsque les communautés sont imprégnées de raisons profondes pour rejeter le statu quo, lorsqu'elles ont accès à des ressources matérielles, politiques et sociales de la violence, et lorsqu'elles sont convaincues ou peuvent prétendre de manière crédible que cette violence est leur seul espoir de changement* » (Regehr, 2013). Ainsi, les conflits intra ou intercommunautaires, qui impliquent des lignages, des identités de groupes ethniques, religieux ou sociaux coexistant sur un territoire donné, peuvent être induits par des facteurs pluriels (Bakayoko et Koné, 2017). Dans notre étude, le conflit communautaire renvoie à une situation violente d'opposition ou d'affrontement au sein d'un groupe ou entre les membres de différents groupes sociaux qui perturbe les relations de cohabitation et le vivre ensemble. Cet ensemble de contradictions et d'antagonismes est de nature à troubler l'ordre public et les relations de cohabitation entre les communautés, notamment entre les autochtones d'une part et les allochtones et allogènes d'autre part (Gouali Bi, 2012).

1.1.2- Une dimension éminemment dynamique de la cohésion sociale

Au sortir des différentes crises, notamment celle de 2011 qui a fait officiellement plus de 3000 victimes, les valeurs de solidarité entre individus de diverses cultures et de conscience collective qui caractérisaient la société ivoirienne étaient tombées en déliquescence. De la sorte, la grandeur de la Côte d'Ivoire magnifiée à travers « l'Abidjanaise », son hymne national, comme une « *terre d'espérance* », le « *pays de l'hospitalité, de paix et de dignité* », tout comme l'exhortation de ses citoyens à l'union, la solidarité, l'hospitalité et à la paix pour construire « *la patrie de la vraie fraternité* »

(SESC⁶, 2018), étaient en questionnement. D'où l'impérieuse nécessité de reconstruction nationale fondée sur la cohésion sociale. Dès lors, la question de la cohésion sociale a fait l'objet d'une préoccupation politique explicite à travers le discours politique et social (Saint-Martin, 2000 ; Lafaye et Kieffer, 2021).

De façon générale, la cohésion sociale est définie comme « *l'ensemble des processus et mécanismes qui contribuent à l'équilibre d'une société. Ces processus et mécanismes permettent aux individus, dotés de talents divers, de chances sociales différentes et mus par des passions et des intérêts contradictoires, de construire une société et de vivre une vie collective* » (PNUD⁷, 2004). Elle est « *fondée sur la volonté des individus de coopérer et d'agir ensemble à tous les niveaux de la société pour atteindre des objectifs communs* » (Sharon et.al. 2004).

Ainsi, la cohésion sociale en appelle aux notions d'inclusion et d'exclusion sociales. Si l'exclusion sociale induit le plus souvent l'affaiblissement ou la désintégration des liens sociaux sur les plans économique, symbolique ou politique, l'inclusion sociale quant à elle, intègre des valeurs positives. Elle est caractérisée par « *l'expérience sociale largement partagée et la participation active d'une société, par l'égalité généralisée des possibilités et des chances de la vie qui s'offrent aux gens sur le plan individuel, et par l'atteinte d'un niveau de bien-être élémentaire pour tous les citoyens* » (Amartya Sen, 2001). C'est en cela que suivant le PND⁸ 2012-2015, la cohésion sociale consiste à lutter contre « *toutes les formes d'exclusion, de népotisme et de tribalisme, conjurer la méfiance et la marginalisation de certaines personnes et/ou couches sociales par des*

⁶ Secrétariat d'Etat chargé du service civique

⁷ Programme des nations unies pour le développement.

⁸ Programme national de développement.

mesures de consolidation de la solidarité familiale et par une extension de la solidarité communautaire ».

Toutefois, il convient de retenir que la cohésion sociale revêt une dimension éminemment dynamique. En fait, la construction d'un environnement cohésif se révèle être un processus continu d'élaboration d'un ensemble de valeurs partagées, de défis partagés et de possibilités égales, le tout fondé sur un sentiment de confiance, d'espoir et de réciprocité entre tous les membres de la société considérée (Berger-Schmitt, 2000 ; PNUD, 2004).

1.2- Approche méthodologique

Cette étude s'appuie sur les données quantitatives et qualitatives recueillies quotidiennement en 2020 et 2021 à travers le mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS, un Établissement public national à caractère administratif, créé par Décret N°2008-62 du 28 février 2008. L'OSCS est une structure de veille, d'alerte et d'aide à la décision du gouvernement en matière de solidarité et de cohésion sociale placée sous la tutelle du Ministère en charge de la solidarité.

Ce mécanisme est essentiellement animé par un réseau de moniteurs bénévoles communautaires répartis sur l'ensemble du territoire ivoirien. Ces bénévoles sont appuyés par ses Commissions régionales et ses points focaux de solidarité. Aussi, le mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS est adossé à son Système intégré de production et de gestion d'informations stratégiques en matière de solidarité et de cohésion sociale (SIPGIS-SCS) qui est un outil de stockage, d'archivage et de traitement des informations collectées. Ces données, en lien étroit avec les 151 indicateurs de solidarité et de cohésion

sociale⁹, permettent de produire des rapports périodiques, notamment annuels, sur l'état de la solidarité et de la cohésion sociale.

Les données quantitatives et qualitatives exploitées dans cette étude ont été enregistrées de janvier 2020 à décembre 2021 dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire. Elles ont essentiellement porté sur les principaux facteurs qui induisent des conflits communautaires et contribuent à la dégradation de la cohésion sociale au cours de ces années.

2- RÉSULTATS

2.1- Typologie des conflits enregistrés

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par 224 conflits regroupés en onze types. Ces conflits ont fait environ 1526 victimes dont 1417 blessés et 109 décès. Cependant, les conflits les plus récurrents en nombre et en victimes sont les conflits inter/intracommunautaires, les conflits politiques, les conflits fonciers urbains et ruraux, les conflits de chefferie, les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs et les conflits liés au découpage administratif.

⁹ Ces indicateurs ont été définis par l'OSCS et adoptés en Conseil des Ministres le 12 juin 2019. Le communiqué du Conseil des Ministres indique que « Ces indicateurs sont au nombre de 151 dont 37 indicateurs de solidarité et 114 indicateurs de cohésion sociale couvrant 08 sous-dimensions de solidarité et 23 sous-dimensions de la cohésion sociale. Ces différentes sous-dimensions sont regroupées en 09 dimensions prenant en compte, notamment, la solidarité publique, la solidarité privée, la diversité, l'inclusion et la participation politique et citoyenne ».

Tableau 1: Types de conflits enregistrés en 2020 et 2021

Types de conflits enregistrés	Nombre de conflits	Blessés	Morts	Total des victimes
Conflits de chefferie	17	25	05	30
Conflits entre éleveurs et agriculteurs	13	06	03	09
Conflits entre pêcheurs et populations	01	0	0	0
Conflits fonciers urbains et ruraux	49	87	04	91
Conflits homme-faune	03	08	01	09
Conflits inter/intracommunautaires ¹⁰	109	1 220	92	1 312
Conflits liés à l'exploitation des ressources	01	05	0	05
Conflits liés à l'incivisme	18	09	03	12
Conflits liés au découpage administratif	12	47	0	47
Conflits religieux	01	10	01	11
TOTAL	224	1 417	109	1 526

Source : Mécanisme d'alerte précoce de l'Oscs en 2020 et 2021

L'ensemble de ces conflits a négativement impacté la vie des populations, tout comme la cohésion sociale, en termes de victimes humaines et de dégâts matériels. Cependant, un accent peut être mis sur les conflits communautaires qui ont fait 1312 victimes dont 92 sont décédées et 1320 blessées. Il faut indiquer généralement des co

Analyse des facteurs déterminants de la fragilisation des efforts de renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire : cas des conflits communautaires

2.2- Principaux facteurs déclencheurs de conflits communautaires

Certes, l'ensemble des types de conflits enregistrés a endeuillé des familles, excepté ceux liés à la contestation du découpage administratif. Par ailleurs, nombre de ces conflits ont induit des conflits soit entre des communautés, soit au sein d'elles. Il s'agit des conflits portant sur (i)- la quête du pouvoir d'État, (ii)- l'exploitation des ressources, (iii)- la méfiance aux

¹⁰ Les conflits politiques mués en conflits communautaires font parties de ce type de conflit.

représentants de l'État et aux autorités traditionnelles et (iv)- les activités récréatives.

2.2.1- Les violences politiques

Le rôle de la politique dans la survenance des conflits communautaires est indéniable en Côte d'Ivoire. En effet, l'élection du Président de la République du 31 octobre 2020 s'est déroulée dans un environnement sociopolitique très tendu avec une nouvelle configuration de la classe politique. Le climat politique a été particulièrement marqué par des tensions liées à la mésentente entre acteurs autour de la tenue de ce scrutin. Le boycott actif à travers la désobéissance civile décrétée par certains partis politiques de l'opposition pour contester la candidature du Président de la République sortant, a attisé les violences qui se sont parfois muées en conflits intercommunautaires.

Ainsi, du 1^{er} mars au 16 novembre 2020, l'on a enregistré 58 affrontements qui ont opposé des manifestants proches du pouvoir RHDP et ceux de l'opposition. Ces affrontements ont coûté la vie à 76 personnes et fait 1196 blessés, soit au total 1272 victimes.

Tableau 2 : Affrontements entre les partisans du RHDP¹¹ et de l'opposition politique selon la récurrence et les victimes des différentes étapes du processus électoral du 31 octobre 2020

Phases du processus	Nombre de conflits	Blessés	Morts	Total des victimes
Phase pré-électorale (01/03 au 14/10/2020)	07	210	13	223
Campagne électorale (15 au 30/10/ 2020)	07	446	22	468
Jour scrutin (31/10/2020)	29	329	16	345
Post-scrutin (1 ^{er} au 16/11/2020)	15	211	25	236
TOTAL	58	1 196	76	1 272

Source : Mécanisme d'alerte précoce de l'Oscs en 2020 et 2021

Comme l'indique le *tableau 2*, le jour du scrutin a connu le plus d'affrontements entre les partisans politiques (29 affrontements sur 58, soit 50% des conflits communautaires). Par ailleurs, la période de la campagne est celle qui a fait le plus de victimes. Cette phase a enregistré 468 victimes, dont 22 décès et 446 blessés. Cependant, la période la plus meurtrière est celle qui a suivi la proclamation du résultat provisoire par la CEI et final par le Conseil constitutionnel. Au total, 25 personnes ont perdu la vie à cette phase du processus électoral.

En août 2020 à Divo, suite à l'annonce de la candidature du président sortant, des jeunes mécontents des quartiers *Badakonankro* et *Légréville* proches de l'opposition et ceux de *Dioulabougou* se réclamant du RHDP manifestant leur joie, se sont affrontés dans plusieurs quartiers de la ville. Ces affrontements ont fait 09 morts, plus de 100 blessés dont 25 cas graves et des dégâts matériels. Plus tard en novembre, en réponse à l'appel à la désobéissance civile lancée par des partis de l'opposition, des jeunes *Baoulé* ont entrepris une marche dite pacifique. Arrivés au niveau d'un groupe de

¹¹ Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix.

jeunes *Malinké* proche du parti au pouvoir, un affrontement qui a fait 06 morts et 38 blessés a opposé les deux camps de partisans.

2.2.2- L'exploitation des ressources

L'exploitation des ressources s'entend ici l'usage et le contrôle des ressources permettant de satisfaire les besoins des populations. Il s'agit notamment de la terre de culture, du flanc d'eau pour la pêche surtout, du sous-sol et de la délimitation des terroirs. Ainsi, 64 incidents en lien avec ces différentes ressources ont été enregistrés. Ces incidents ont fait 110 victimes dont 98 blessés et 07 morts.

Au niveau du foncier rural et urbain, 49 conflits ayant provoqué le décès de 04 individus et la blessure de 87 autres, ont été enregistrés, soit 91 victimes. Dans ce cadre, les populations de *Gounougovogo* et de *Dovogo*, deux campements de la sous-préfecture de Diawala, se sont affrontées en août 2021 au sujet d'une terre cultivable dont chacun s'attribue la propriété. L'élément déclencheur de ce conflit a été l'exploitation de cet espace par des jeunes de *Dovogo* ; ce qui a déplu à ceux de *Gounougovogo*. Au cours de ce conflit foncier, 06 blessés avaient été enregistrés.

Un conflit similaire a été noté dans la sous-préfecture de M'Bengué en juillet 2021 entre les jeunes de *Vônonloho* et de *Zangbanou*. En fait, en représailles de la bastonnade d'une de leur femme par des jeunes de *Vônonloho*, ceux de *Zangbanou* se sont dans un premier temps attaqués aux agresseurs. Dans un second temps, ils ont dressé un barrage pour empêcher leurs adversaires de se rendre au marché hebdomadaire de M'Bengué. Ces deux affrontements ont fait 04 blessés. En juin 2020, un affrontement à l'arme blanche entre deux familles de *Motobé* dans la sous-préfecture d'Oghlwapo (Alépé) à la suite d'un litige foncier qui les oppose depuis des années a fait 05 blessés.

Aussi, au niveau des rapports entre les populations et les éleveurs et/ou les pêcheurs, 17 conflits qui ont fait 30 victimes, dont 25 blessés et 05 morts, ont été enregistrés. En effet, en janvier 2021 à *Kahankro* dans la sous-préfecture de Toumodi, une bagarre a éclaté entre un jeune *Baoulé* et un bouvier *Peuhl*. Cet affrontement est parti de la destruction du champ de tomates du jeune Baoulé. En représailles au décès du cultivateur des suites de sa blessure à la machette, des jeunes de *Kahankro*, *Yobouékro* et *Wawakro* s'en sont pris aux éleveurs Peuhls de leur village respectif. Si les jeunes de *Yobouékro* ont incendié l'appâtâmes d'un autre Peuhl et chassé du village les Peuhls, ceux de *Wawakro* quant à eux ont abattu 05 bœufs et se sont partagé les morceaux.

2.2.3- La méfiance aux autorités locales

La méfiance des populations à l'endroit des autorités locales se manifestent à travers la contestation de leurs décisions et de leur installation, souvent avec l'implication des autorités administratives et politiques.

2.2.3.1- Les conflits liés au découpage administratif

Au cours des années 2020 et 2021, le mécanisme de l'OSCS a enregistré 12 conflits liés à la contestation des décisions de découpage administratif. Ces conflits ont fait 47 victimes, toutes blessées, au cours d'affrontements entre des clans revendiquant tous la propriété d'un espace conflictuel. C'est dans ce cas que s'inscrit le conflit qui a opposé les populations de *Ziduhou-Yassoua* et de *Ganzra* dans la sous-préfecture de Zuénoula en mai 2020. En effet, après le lotissement de ces deux villages qui a officiellement marqué leurs limites administratives, des lots attribués aux habitants de *Ziduhou-Yassoua* se sont trouvés rattachés à *Ganzra* et vice-versa. Ainsi, la mise en valeur de certains lots attribués à des populations a été contestée par celles du village voisin. Cette situation dans laquelle chaque village s'arroge les droits de propriété et d'usage d'une part et de défense de

ses intérêts par la violence d'autre part, a dégénéré en conflit communautaire. Les représailles de part et d'autre ont fait 05 blessés.

Aussi, en février 2021, les populations de *N'Guessankro* et d'*Ahoulikro* dans la sous-préfecture de Bodokro se sont affrontées. Ces deux villages prétendaient être propriétaires d'une parcelle de terre sur laquelle les travaux de construction d'un collège de proximité ont été entamés à *N'Guessankro*. Cet affrontement a fait 07 blessés et des dégâts matériels dont des matériaux de construction.

2.2.3.2- La contestation des autorités traditionnelles

De plus en plus, la contestation de l'autorité des chefs traditionnels fait désormais partie du quotidien des Ivoiriens avec des incidences tragiques. En 2020 et 2021, les 17 conflits de chefferie enregistrés, dont 11 au cours de la dernière année, ont fait 05 morts et 25 blessés.

Ces récusations de l'autorité traditionnelle se traduisent le plus souvent pendant les cérémonies d'intronisation. Aussi, ces contestations peuvent survenir à la suite de la destitution ou de la désignation d'un chef. De telles situations ont été constatées notamment en 2021 précisément à *Bingerville* (Abidjan) en février et à *Baya* (Boundiali) en juin. Parfois, la décision ou le pouvoir de l'autorité administrative est défié par les populations hostiles, allant jusqu'à l'empêchement de la mise en œuvre des décisions.

Antérieurement en janvier 2020, des projectiles ont été lancés sur le cortège du préfet de département de Bangolo par des jeunes manifestants à un barrage qu'ils ont dressé à *Diapléan* dans la sous-préfecture de Béoué-Zibiao. Ces jeunes exigeaient la démission du chef après que celui-ci a été accusé du décès d'une jeune fille. Un remplaçant de ce chef qui disait

posséder un arrêté administratif faisant de lui le chef légal, avait même été désigné par certains cadres du village.

2.2.4- La jeune fille, les parties de football et les soirées dansantes au centre de plusieurs conflits communautaires

Des circonstances censées être heureuses et de retrouvailles ont viré à des affrontements qui ont provoqué des pertes en vie humaine. Ainsi, 29 incidents induits par ces événements ont fait au total 79 victimes dont 70 blessées et 09 ayant perdu la vie.

Tableau 3: Incidents survenus au cours d'activités de divertissement

Types de conflits enregistrés	Nombre de conflits	Blessés	Morts	Total des victimes
Affrontements impliquant une jeune fille	11	27	07	34
Affrontements liés à une partie de football	12	26	01	27
Affrontements liés à une activité de réjouissance	06	17	01	18
TOTAL	29	70	09	79

Source : Mécanisme d'alerte précoce de l'Oscs en 2020 et 2021

Sur les 29 affrontements enregistrés, 11 (37,93%) impliquent des jeunes filles, 12 (41,38%) sont survenus au cours ou à la suite d'une rencontre de football et 06 (20,69%) sont liés à des parties de réjouissance. Les 79 victimes enregistrées sont respectivement liées à une jeune fille (34, soit 43,04%), à un match de football (27, soit 34,18%) et à une activité de réjouissance (18, soit 22,78%). L'on note également qu'en plus d'avoir le plus grand de victimes, les conflits impliquant les jeunes filles ont fait le plus de morts (07, soit 77,78% des 09 victimes décédées).

Ces affrontements entre jeunes de communautés différentes qui portent généralement sur des antécédents vieux souvent de plus d'un an, sont liés à une ressource comme le foncier, à la politique, à des rivalités et à des présomptions de cocuage.

Le conflit communautaire entre les populations de *Sahanivogo* et de *Doudouvogo* à *Nagbanavogo* dans la sous-préfecture de Ferkessédougou en juillet 2021, parti d'une jeune fille, s'apparente à la résurgence d'un conflit foncier. En effet, à l'occasion d'une cérémonie d'adoration de terre, deux jeunes de *Sahanivogo* et de *Doudouvogo* qui convoitaient la même jeune fille se sont affrontés. Cet incident s'est mué en un conflit communautaire entre les deux villages qui se disputent une parcelle de terre depuis des années. Cet affrontement communautaire a fait 07 blessés et 01 mort.

2.3- Localisation géographique des conflits

Sur la base de leur localisation, l'ensemble des 33 circonscriptions du pays a été touchée par l'un ou l'autre type de conflits enregistrés au cours de 2020 et 2021.

Au niveau politique, notamment au cours du processus électoral de 2020, l'on note que la partie septentrionale du pays a été épargnée. Dans l'ensemble, les affrontements entre les partisans du RHDP et ceux de l'opposition se sont déroulés dans 28 départements issus de 19 régions. Toutefois, les régions qui ont été les plus impactées en termes de victimes humaines blessées et décédées sont le Sud Comoé (748), le Haut-Sassandra (532), le Moronou (427), l'Iffou (345), le Gbèkè (338), le Bélier (266), le Gôh (259), le Lôh-Djiboua (232), les Grands Ponts (163) et l'Agnéby-Tiassa (142).

Au niveau du foncier, ce sont 23 régions et les Districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro qui ont été impactés. Ainsi, les conflits fonciers ruraux ont été enregistrés dans les régions suivantes : Agnéby-Tiassa, Bagoué, Béré, Cavally, District Autonome d'Abidjan, District Autonome de Yamoussoukro, Gbèkè, Gontougo, Grands-Ponts, Guémon, Kabadougou, Lôh-Djiboua, Marahoué, Mé, Poro, Tchologo, Tonkpi, Worodougou. Ils s'étendent sur 18 régions et sont particulièrement concentrés dans les régions forestières. Quant aux conflits fonciers urbains, ils sont présents dans 09 régions et dans le District Autonome d'Abidjan. Il s'agit des régions suivantes : Agnéby-Tiassa, Bagoué, District Autonome d'Abidjan, Gôh, Guémon, Grands-Ponts, Haut-Sassandra, Marahoué, Poro, Worodougou.

Les conflits intercommunautaires ont été enregistrés dans 21 régions : Agnéby-Tiassa, Bagoué, Bélier, Béré, Bounkani, Cavally, Folon, Gbèkè, Grands-Ponts, Gôh, Guémon, Haut-Sassandra, Kabadougou, Lôh-Djiboua, Marahoué, Mé, Moronou, Poro, Sud-Comoé, Tchologo et Tonkpi. L'on remarque que le Grand Ouest comprenant le Cavally, le Tonkpi, la Marahoué, le Gôh, le Lôh-Djiboua et le Haut-Sassandra concentre la majorité des conflits avec une prédominance des conflits fonciers et intercommunautaires.

3- DISCUSSION

Sur la base de leur localisation, l'ensemble des 33 circonscriptions du pays a été touché par l'un ou l'autre type de conflits, sinon tous, enregistrés au cours de 2020 et 2021 par le mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS. Les affrontements liés à l'élection du Président de la République ont épargné la partie nord du pays. Ces conflits qui sont les principaux facteurs déclencheurs des conflits inter et/ou intracommunautaires sont de divers types. Il s'agit des violences électorales, des conflits liés à l'exploitation des ressources (la terre de culture, le flanc d'eau pour la pêche surtout, le sous-sol et la délimitation des terroirs), des conflits d'autorité et des affrontements liés aux activités de divertissement impliquant notamment la jeune fille.

Cependant, deux types de conflits se révèlent à l'analyse comme les véritables détonateurs de la plupart des conflits communautaires, à savoir ceux liés à l'exploitation des ressources notamment le foncier et ceux portant sur la lutte au pouvoir d'État (Gouali Bi, 2012 ; Mara, 2019). Si l'accès au foncier, aux cours d'eau, aux pâturages et aux zones minières conditionne l'existence de certains systèmes de production et donc la survie des populations, la compétition électorale avec en perspective, l'accès aux responsabilités et à l'exercice du pouvoir d'État, cristallise les identités propices à la stigmatisation et à la confrontation. Ces deux types de conflits mobilisent les codes de l'ethnicité (Babo et Droz, 2008), ce système de classification sociale reposant sur la conscience que les individus ont de leur appartenance à différentes « *communautés imaginées* » (Anderson, 1996).

Selon la FAO¹², le conflit foncier est « *un différend relatif à des terres qui se manifeste lorsque des intérêts individuels ou collectifs sont divergents [...]. Le différend s'explique autant par la dynamique générale des rapports de voisinage que par des problèmes fonciers concrets* » (Herrera et Da Passano, 2007). Une analyse des types de conflits basée sur les acteurs (conflits agriculteurs-éleveurs, conflits entre éleveurs, conflits fonciers impliquant les pêcheurs, conflits autochtones-migrants, conflits intrafamiliaux, conflits intercommunautaires et conflits État-populations) indique que derrière ces confrontations d'acteurs, se trouvent en fait des enjeux économiques, politiques, écologiques démographiques et sociaux majeurs ayant pour terrain d'expression la scène foncière (Koffi, 2011). Cette analyse est plutôt abordée par Luntumbué (2014) sous l'angle des facteurs qui sont d'ordre politique (fragilité de l'État africain postcolonial), économique (fragilité économique), socioculturel (profil sociodémographique dominé par une population, rupture des encadrements sociaux et de nouvelles

¹² Food and agriculture organization/Fonds des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

sociabilités), environnemental et ressources naturelles, géopolitique et chocs exogènes.

Aussi, l'analyse plurielle de la dynamique des conflits est présente dans le champ politique en proie à des violences électorales. En effet, toute forme de violence, induite par les différences de points de vue, d'opinions et de pratiques, peut se percevoir à n'importe quelle étape du cycle électoral comme violence électorale. Cette dernière, l'une des formes de conflit politique, apparaît généralement « *lorsque des groupes et des partis recourent à la force pour intimider leurs opposants, afin de modifier le processus électoral et ses résultats en leur faveur* » (Union Africaine, 2012). Pourtant, les élections sont le canal par lequel la population se prononce librement sur le choix de ses représentants. L'expression de ce choix fait apparaître dans cet exercice, la manifestation de la violence dans des cas où les protagonistes politiques ne respectent pas les règles ou n'acceptent pas les résultats électoraux.

En effet, les mutations relatives aux processus de désignation des autorités (Mback, 2000 ; Bah, 2018) ouvrent la porte à des conflits de leadership et de légitimité politique manifestés à travers des contestations multiples entre responsables légalement désignés et fractions rivales familiales ou lignagères sur fond de querelles successorales, divisant les communautés entre partisans des protagonistes. Dans le fond, ses confrontations sont nourries par les enjeux locaux du contrôle des espaces physiques et sociaux. On observe des luttes pour détenir ce pouvoir de contrôle des territoires entre des chefs locaux ou des communautés locales. En outre, d'autres crises de légitimité sont intensifiées par l'idée d'une instrumentalisation des chefferies par certains responsables politiques ou administratifs locaux.

Telle est la lecture qu'il faut faire de l'attitude des populations de *M'Batto-Bouaké* (Bingerville) en juillet 2020. Suite à une plainte contre le chef de village en place pour « *vente illicite de terres et abus de biens sociaux* », le préfet d'Abidjan a suspendu ce dernier sur la base d'un rapport du sous-préfet de Bingerville. S'appuyant sur cette décision de l'autorité préfectorale, une frange de la population a pris l'initiative d'introniser en août 2020 un nouveau chef. Ce qui a déplu aux partisans du chef suspendu qui s'y sont opposés violemment. L'affrontement entre partisans des « *deux chefs de village* » consécutif à cette situation a fait 07 blessés.

Quel que soit le facteur déclencheur du conflit communautaire, il a comme acteur principal d'exécution, la jeunesse. Cette dernière, qui bien souvent souffre le plus des confrontations, est davantage utilisée comme vecteur de violence, de fauteurs de troubles, que de vecteurs de stabilité. D'ailleurs, les jeunes ont été fortement impliqués dans plus des deux tiers des conflits notamment communautaires enregistrés en 2020 et 2021.

Au niveau sociopolitique et socioculturel, cette propension à la violence communautaire semble être liée à des velléités des jeunes de s'émanciper. Toute chose qui se heurte aux intérêts des aînés sociaux et des gouvernants. Dans cette dynamique, la fragilité sociale dans laquelle se situe la société ivoirienne de ces trois dernières décennies explique bien les tensions communautaires et intergénérationnelles tout comme le penchant des jeunes à investir tout nouvel espace de pouvoir ou à profiter de toute situation remettant en cause l'ordre établi. Dans cette situation, les jeunes mobilisent fortement un « *discours identitaire de l'autochtonie qui ramène à des formes de revendications identitaires affirmant la primauté ou l'antériorité sur un espace territorial donné. Ainsi, certaines communautés se présentant comme autochtones tendent à se distinguer des communautés allochtones et allogènes* » (Mara, 2019).

CONCLUSION

Une lecture transversale des dynamiques conflictuelles de nature communautaire en Côte d'Ivoire au cours des années 2020 et 2021 permet de dresser une diversité de typologie basée soit sur les acteurs en présence, soit sur les facteurs. Aussi, elle permet de comprendre qu'une analyse plurielle de ces conflits permet de les appréhender en vue d'une recherche de solution meilleure.

Dans cette analyse, le foncier et la politique ressortent comme les principaux déterminants de la survenue des conflits communautaires en Côte d'Ivoire. Aussi sont-ils les principaux facteurs de risque de fragilisation de la cohésion au sein ou entre les communautés. Toutefois, chaque type de conflit porte en lui les germes de sa propre reproduction. De même, il convient de souligner que chaque conflit fournit également aux communautés en présence (autochtones, allochtones, allogènes, etc.) des opportunités d'exprimer plusieurs griefs qui peuvent être de nature politique ou sociale, au sujet du partage des ressources, de la justice sociale, de la marginalisation, des rivalités ethniques, de l'intimidation ou d'autres malaises perçus ou réels.

En définitive, la question des conflits communautaires sous toutes leurs formes constitue pour le gouvernement une problématique essentielle, un réel défi qui, s'il n'est pas rigoureusement adressé, pourrait entraver notre modèle de vie et les fondements même de notre société que sont la solidarité, l'hospitalité et le vivre ensemble.

Références bibliographiques

- Amartya, S. (2001). *Development as freedom*. Oxford University Press.
- Babo, A., & Droz, Y. (2008). *Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation* (Vol. 192). Paris: EHESS. doi:10.4000/etudesafricaines.15489
- Bakayoko, N., Yéo, G., & Koné, F. R. (2021). *Analyse des causes profondes des violences et conflits communautaires dans l'espace du G5/Sahel*. Rapport d'étude, G5/Sahel. Retrieved from www.g5sahel.org
- Berger-Schmitt, R. (2000). *Social cohesion as an aspect of quality of societies: concept and measurement*. Mannheim: Center for research survey and reporting.
- Bobo, K. S. (2011). *Ethnographie des conflits fonciers intra-familiaux à Bodiba (Centre-Ouest ivoirien)*. Université de Bouaké, Département de Sociologie et d'Anthropologie, Bouaké.
- Bondecase, V. (2001, Août). *Les étrangers et la terre en Côte d'Ivoire à l'époque coloniale* (Vol. Document de l'Unité de Recherche 095). Montpellier: IRD.
- Chauveau, J.-P. (2000). *Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire: Les enjeux silencieux d'un coup d'Etat*. Montpellier: IRD.
- Chauveau, J.-P., Colin, J.-P., Jacob, J.-P., Delville, L. P., & Le Meur, P.-Y. (2006). *Les transferts coutumiers de droits entre autochtones et "étrangers". Évolutions et enjeux actuels de la relation de "tutorat"*. Rapport final de recherche, IIED, Programme Charges in Land Institutions and Markets (CLAIMS), Londres.
- Evans, G. (2006, Janvier 2). *Prévenir les conflits: un guide pratique* (Printemps ed.). Paris: Institut Français des Relations Internationales. doi:10.3917/pe.061.0091
- Gouali Bi, A. P. (2012). *Tutorat et conflits fonciers ruraux dans l'Ouest ivoirien: Le cas de Fengolo dans la sous-préfecture de Duékoué*. Rapport de recherche N°16, CODESRIA, Dakar.
- Herrera, A., & Da Passano, G. M. (2007). *Gestion alternative des conflits, Manuel sur les régimes fonciers* (Vol. 2). Rome: FAO. Retrieved from <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao>

- Koffi, A. (2011). Gestion alternative des conflits: Outils d'analyse. *Fiches pédagogiques pour comprendre, se poser de bonnes questions et agir sur le foncier en Afrique de l'Ouest, Comité Technique "Foncier et Développement"*. Bénin.
- Koffi, C. L.-E., Gade, C. S., & Bah, M. J. (2018, Février). La chefferie traditionnelle à l'épreuve des mutations et compétitions politiques en Côte d'Ivoire: cas de Kéibly dans la sous-préfecture de Bloléquin en pays Wê. *Presses de Sciences Po*(86), p. 125 à 138.
- Kouassi, N. F., & N'Drin, B. A. (2016, Mai 29). Conflits fonciers intercommunautaires et fracture sociale dans les régions du Guémon et du Cavally à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal*, 12(14).
- Kra, K. W. (2016, Avril-Août). Le parc national du Mont Péko (Côte d'Ivoire) entre dynamiques de déguerpissement, tensions sociales et logiques des acteurs: vers un risque d'explosion de violences. *Etudes caribéennes*(33-34). doi:10.4000/etudescaribeennes.9418
- Lugan, B. (2013). *Les guerres d'Afrique, des origines à nos jours*. Paris: Editions du Rocher.
- Luntumbué, M. (2012, Janvier 27). Groupes armés, conflit et gouvernance en Afrique de l'Ouest: une grille de lecture. *Note d'analyse*, 12. Bruxelles: Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP). Retrieved from www.grip.org
- Luntumbué, M. (2014, Janvier 14). Comprendre la dynamique des conflits: une lecture synthétique des facteurs de conflits en Afrique de l'Ouest. *Note d'analyse*, 16. Bruxelles: Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP). Retrieved from www.grip.org
- Mara, M. (2019, Novembre 13). Conflits communautaires et paix sociale: comment engager la jeunesse dans la recherche de solutions durables. Retrieved from <https://afrique.latribune.fr/think-tank/tribunes/2019-11-13/conflits-communautaires-et-paix-sociale-comment-engager-la-jeunesse-dans-la-recherche-de-solutions-durables-832745.html>
- Marchal, R., & Messiant, C. (2002). De l'avidité des rebelles: L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier. *Spire Sciences-Po*.

- Mback, C. N. (2000). La chefferie traditionnelle au Cameroun: ambiguïtés juridiques et politiques. *Africa development*, 25(3), pp. 77-118.
- OSCS. (2016). *La solidarité et la cohésion sociale dans les alentours du Parc national du Mont Péko après l'évacuation des occupants illégaux*. Rapport d'étude, Département des Etudes et de la Prospective, Abidjan.
- OSCS. (2019). *Enquête d'opinion auprès des populations sur la situation sociopolitique actuelle en Côte d'Ivoire*. Rapport d'étude, Département des Etudes et de la Prospective, Abidjan.
- OSCS. (2020). *Etat de la solidarité et de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire*. Rapport annuel, Département des Etudes et de la Prospective, Abidjan.
- OSCS. (2021). *Etat de la solidarité et de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire*. Rapport annuel, Département des Etudes et de la Prospective, Abidjan.
- PNUD. (2004). *Cohésion sociale et reconstruction nationale*. Rapport national sur le développement humain en Côte d'Ivoire, Abidjan. Retrieved from www.ci.undp.org
- Regehr, E. (2013, Février 4). The drivers of armed conflict. *International relations and network*.
- SESC. (2018). *5 symboles de la République de Côte d'Ivoire*. Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Union Africaine. (2012). *Les conflits et la violence politique résultant des élections. Consolider le rôle de l'Union Africaine dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits*. Rapport du Groupe des sages, Union Africaine, International Peace Institute.

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIE DE L'EDUCATION

Achevé d'imprimer
sur les presses



Décembre 2022

ISBN : 2- 909426-59-9

EAN : 9782909426648

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION

SOUSSION D'ARTICLES : info@ipnetp.ci